

embargos déclarés unilatéralement, et toute action collective requiert aujourd'hui la participation d'un nombre de fournisseurs beaucoup plus important que par le passé. À preuve, l'incapacité des États-Unis et de l'Union soviétique d'influer sur le cours de la guerre irano-irakienne, que ce soit par un embargo des Nations-Unies ou par tout autre moyen.

Enfin, il semble y avoir une augmentation du nombre de conflits de « faible intensité ». Dans le monde entier, les mouvements insurrectionnels comme ceux d'Angola, d'Afghanistan, du Salvador ou d'ailleurs réussissent sans trop de difficulté à se procurer suffisamment d'armements pour mener leurs actions anti-gouvernementales et perturber la vie agricole, les communications, les transports et les projets de développement. Étant donné l'existence des marchés « noir » et « gris », il est d'autant plus difficile pour les gouvernements fournisseurs ou acheteurs d'exercer le moindre contrôle. On voit mal, dans ces circonstances, comment pourraient se résoudre certains conflits endémiques dans le tiers-monde.